

VIAVOICE
AGIR POUR UN FUTUR MEILLEUR

Libération

Le baromètre politique
Viavoice - *Libération*

Septembre 2017



Viavoice Paris. Études conseil stratégie

9 rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90

www.institut-viavoice.com

François Miquet-Marty, Aurélien Preud'homme



Sommaire et modalités de réalisation

3. Synthèse des enseignements

7. Questions barométriques

- 8. La popularité du Président de la République
- 9. La popularité du Premier Ministre
- 10. La popularité des principaux ministres
- 11. La popularité des personnalités de l'opposition

12. L'action du Président de la République et du gouvernement

- 13. Les premières mesures du quinquennat
- 14. La pratique du pouvoir

15. Les orientations générales de la politique économique

- 16. Politique économique et catégories sociales
- 17. L'orientation de la politique économique

18. Le droit du travail et les ordonnances

- 19. L'impact du droit du travail en France
- 20. L'impact des ordonnances réformant le code du travail

21. Les mouvements sociaux

- 22. Le soutien à la manifestation du 21 septembre (des syndicats)
- 23. Le soutien à la manifestation du 23 septembre (de la France Insoumise)
- 24. Regards croisés sur l'action de la CGT et de La France Insoumise
- 25. Un mouvement social divisé

Sondage réalisé par Viavoice pour Libération.

Interviews effectuées en ligne du 12 au 13 septembre 2017.

Échantillon de **1 007 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Représentativité par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de l'interviewé, région et catégorie d'agglomération.

Les rappels de données antérieures ou évolutions présentés dans ce rapport sont issus des précédents baromètres politiques Viavoice pour Libération, réalisé du 19 au 22 mai 2017 et du 23 au 26 juin 2017.



Synthèse des enseignements



Synthèse des enseignements (1/3)

Les paradoxes de l'opinion publique

Tous les ingrédients d'une forte contestation sociale sont là : un Président de la République en perte de popularité, dont la pratique du pouvoir heurte à gauche comme à droite ; une politique économique perçue comme essentiellement à destination des plus aisés ; et enfin une réforme du droit du travail qui – sans être rejetée massivement par l'opinion publique – est largement perçue comme favorisant les licenciements et la précarité, sans bénéfices évidents en termes d'emploi ou de dialogue social dans l'entreprise.

Et pourtant, en ce début de quinquennat, la République « en marche » est loin de vaciller, avec un soutien aux manifestations qui reste pour l'instant cantonné à une minorité de Français, et près qu'un quart de la population qui déclare même « ne pas s'en préoccuper ».

Un soutien aux manifestations très relatif...

La manifestation du 21 septembre des syndicats (CGT, Solidaires et FSU) puis celle du 23 septembre de La France Insoumise divisent ainsi les Français en trois blocs :

- Pour le 21 septembre, 34 % de l'opinion publique dit soutenir le mouvement, contre 31 % qui s'y opposent et 25 % qui ne s'en préoccupent pas (10 % sans avis) ;
- Pour le 23 septembre, 30 % des Français soutiennent la journée de mobilisation, 30 % s'y opposent et 30 % ne s'en préoccupent pas (10 % sans avis) ;

Dans le détail, on remarque aussi que seuls les sympathisants de gauche soutiennent majoritairement les manifestations : 55 % pour le 21 et à peine 50 % pour le 23.

... En dépit d'une politique et d'une pratique du pouvoir rejetés sur plusieurs plans essentiels

Ces opinions – pour le moins contrastées – ne signifient pas pour autant une adhésion aux politiques de la majorité, rejetées sur trois plans essentiels :

- **L'impact économique et social des ordonnances** : 68 % des Français pensent qu'elles « favoriseront les licenciements », 60 % qu'elles vont accroître la précarité, et 52 % qu'elles ne favoriseront pas le dialogue social dans l'entreprise.
- **La pratique du pouvoir** : 53 % des Français considèrent que la majorité ne « joue pas le jeu du débat parlementaire » et 53 % pensent également qu'Emmanuel Macron est « trop autoritaire et ne laisse pas de place à la contradiction ».
- **La justice sociale** : la baisse des aides au logement et la réforme de l'ISF ressortent comme les deux mesures les plus impopulaires de ce début de quinquennat (avec respectivement 58 % et 56 % de Français s'y opposant), laissant à penser que **la majorité aide en priorité les catégories les plus aisées pour 53 % de l'opinion publique**, contre seulement 12 % citant les classes moyennes, 11 % les catégories populaires et seulement 13 % « tous les Français ».



Synthèse des enseignements (2/3)

Comment expliquer ce paradoxe ? Si la politique de la majorité est majoritairement perçue comme trop verticale, injuste et risquant d'accentuer la précarité au travail, les manifestations s'y opposant ne sont soutenues que par un tiers de la population, et à peine un peu plus de la moitié des sympathisants de gauche (alors même que ceux-ci sont 64 % à penser qu'il s'agit d'une politique économique « de droite »).

Trois éléments permettent d'expliquer ce paradoxe, et donc cette rentrée sociale « en demi-teinte ».

Premier élément d'explication : un front social (très) divisé

Le premier élément de réponse est lié aux nombreuses divisions existantes entre les forces syndicales (CGT et Solidaires dans la rue, CFDT et FO critiques mais n'appelant pas à la grève), entre les forces politiques de gauche (Insoumis, PCF, NPA, Parti socialiste...), et même entre syndicats et forces politiques, avec une rivalité perçue entre la CGT et La France Insoumise pour prendre la tête du mouvement social.

Des divisions très largement ressenties dans l'opinion publique avec **63 % des Français qui pensent que les différentes forces syndicales et politiques opposées aux ordonnances ne sont pas suffisamment unies**. Une opinion d'ailleurs partagée dans les mêmes proportions (63 %) par les personnes soutenant le mouvement.

Second élément d'explication : une réforme qui intervient en même temps que d'autres réformes plus populaires

Parallèlement à cette division brouillant le message des manifestants, d'autres éléments jouent en faveur du gouvernement, avec l'annonce ou la mise en application de réformes plus populaires en cette rentrée, notamment :

- Les classes de CP dédoublées dans les quartiers défavorisés, soutenues par 73 % de la population française ;
- L'action du Président de la République en Europe pour encadrer la directive sur les travailleurs détachés (68 % de Français favorables) ;
- Et la suppression de la taxe d'habitation pour la majorité des contribuables (65 %).

Troisième élément d'explication : un « bénéfice du doute » sur l'impact de la réforme en termes d'emploi, notamment dans les TPE-PME

Enfin, l'impact des ordonnances interroge : si l'impact social est perçu comme (très) majoritairement négatif pour les salariés, l'impact sur l'emploi est en revanche perçu plus positivement puisque pour 45 % des Français, les ordonnances pourraient créer de l'emploi dans les TPE-PME, et pour 37 % dans les grandes entreprises.



Synthèse des enseignements (3/3)

Pour autant, la majorité pourrait ressortir fragilisée de cette rentrée sociale

Si l'opposition « dans la rue » au gouvernement est encore contenue, et si les Français n'y accordent pour le moment qu'un intérêt limité, il n'est en revanche pas si certain que la majorité sorte renforcée de cette rentrée politique et sociale.

En effet, les méthodes de gouvernement comme les décisions de ces derniers mois ont laissé des traces dans l'opinion publique, et ceci aux deux extrémités de l'électorat : Emmanuel Macron ne récolte ainsi plus que 34 % de bonnes opinions auprès des sympathisants de gauche (-15 points depuis juin) et 41 % auprès des sympathisants de droite (-19). Le président de la République n'est plus soutenu majoritairement que par les seuls sympathisants du centre, toujours très largement fidèles (à 86 %).

Certes, cet « effet de ciseau » est la conséquence naturelle de la recomposition politique qui a permis la victoire d'Emmanuel Macron en mai dernier : utile pour rassembler durant une campagne, le positionnement « ni droite ni gauche » l'est moins pour gouverner, en multipliant les motifs de mécontentement à gauche (APL, ISF, ordonnances) comme à droite (concessions aux syndicats, baisse du budget des armées, politique d'aide aux réfugiés, PMA, etc.).

Et si les récents arbitrages apparaissent plutôt déséquilibrés vers la droite (43 % des Français pensent que la politique économique menée est « de droite », seulement 6 % « de gauche » et 31 % « équilibrée entre droite et gauche »), cela ne permet pas pour autant au Président de maintenir sa popularité à droite, se retrouvant perdant de chaque côté de l'échiquier politique.

Enfin, est-ce que les mouvements sociaux actuels créeront un précédent permettant de mobiliser davantage, demain, face à des réformes tout aussi sensibles (retraites, logement, formation...) ? Ou ne sont-elles que le « baroud d'honneur » d'une gauche et de syndicats très largement divisés ? Il est encore tôt pour le dire.

La seule certitude, à ce stade, est que la suite du quinquennat ne devrait pas être un long fleuve tranquille.

Aurélien Preud'homme
Directeur des études politiques



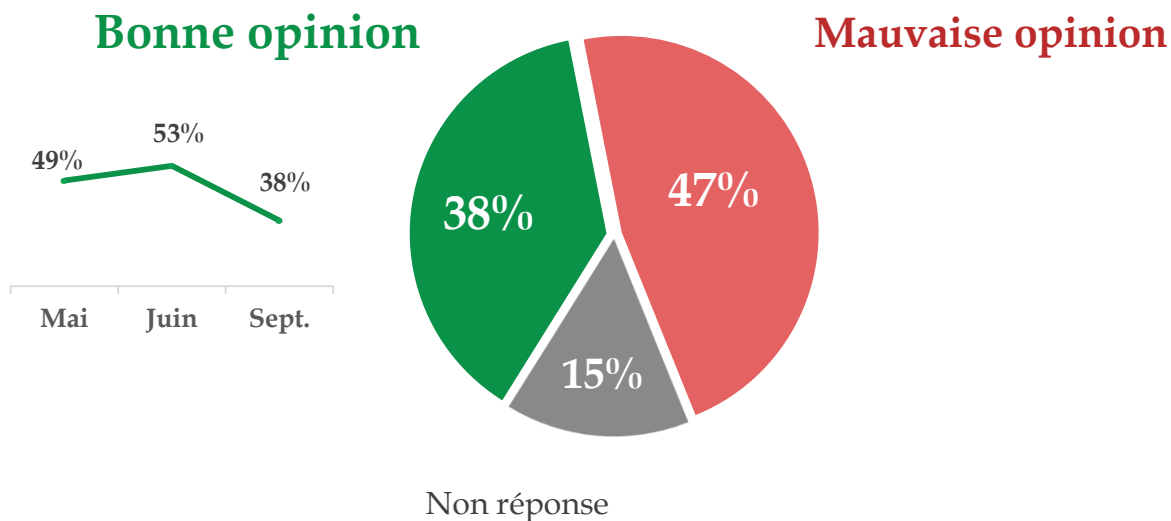
Questions barométriques

Les popularités



La popularité du Président de la République

Avez-vous plutôt une bonne opinion ou plutôt une mauvaise opinion d'Emmanuel Macron, en tant que Président de la République ?



Popularité selon la proximité partisane	% « Bonne opinion »
Sympathisants de gauche	34 (-15)
Sympathisants du centre	86 (-13)
Sympathisants de droite	41 (-19)
Sympathisants du Front national	14 (-6)
Proches d'aucun parti	31 (-20)



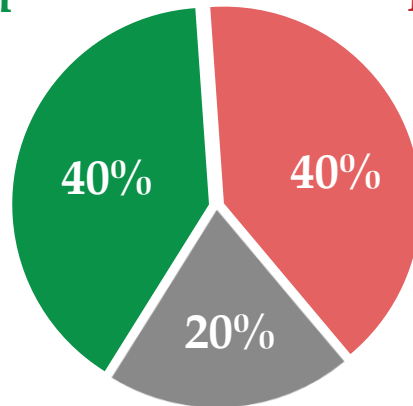
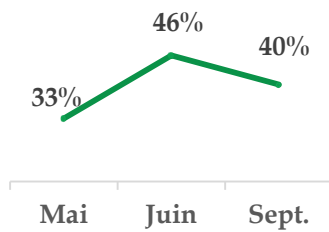
La popularité du Premier Ministre

Avez-vous plutôt une bonne opinion ou plutôt une mauvaise opinion d'Édouard Philippe, en tant que Premier Ministre ?



Bonne opinion

Mauvaise opinion



Non réponse

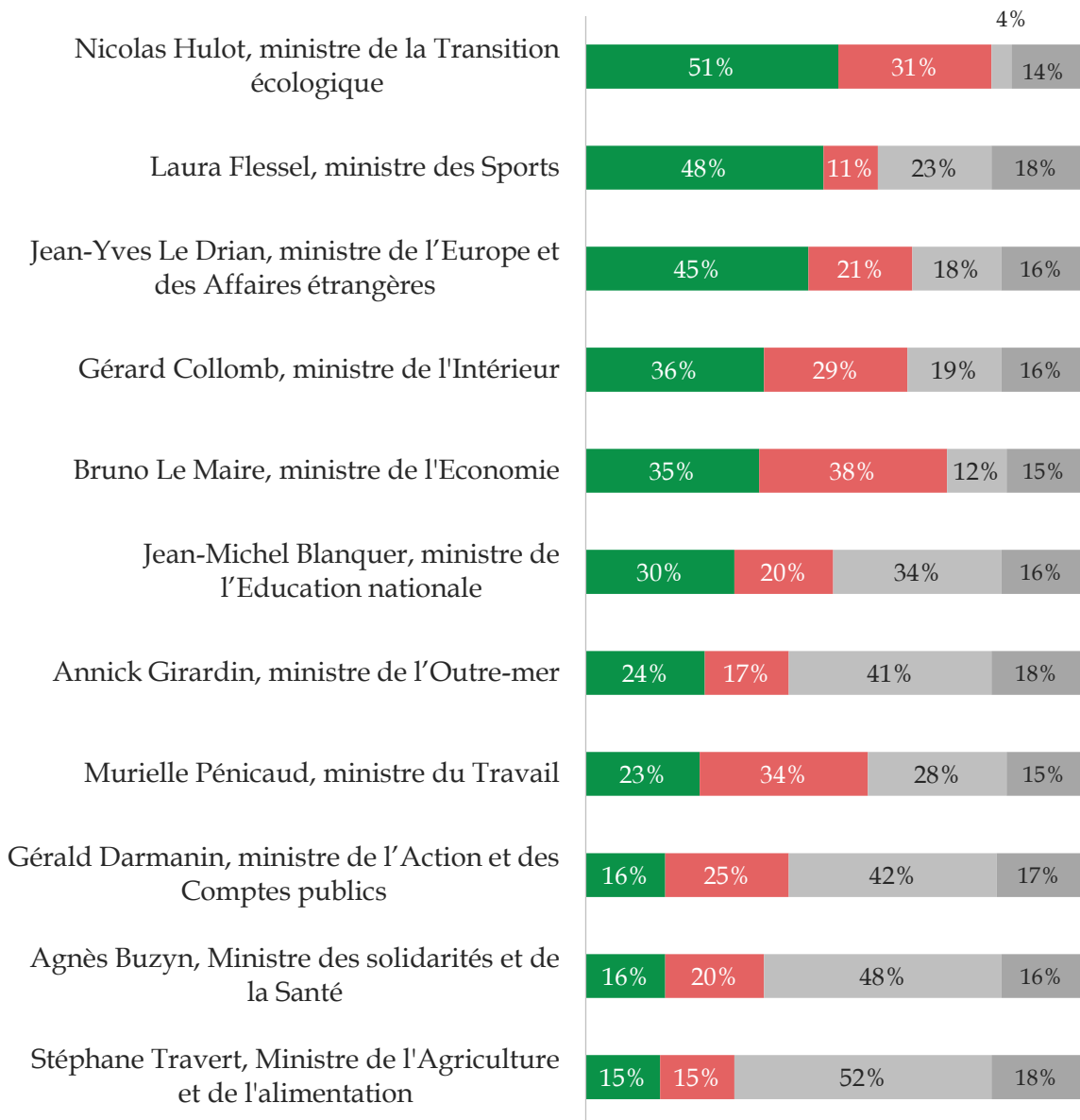
Popularité selon la proximité partisane	% « Bonne opinion »
Sympathisants de gauche	34 (-1)
Sympathisants du centre	85 (-1)
Sympathisants de droite	52 (-11)
Sympathisants du Front national	13 (-11)
Proches d'aucun parti	30 (-11)



La popularité des principaux ministres

Avez-vous plutôt une bonne opinion ou plutôt une mauvaise opinion des ministres suivants ?

■ Bonne opinion ■ Mauvaise opinion ■ Ne connaît pas cette personnalité ■ Non réponse

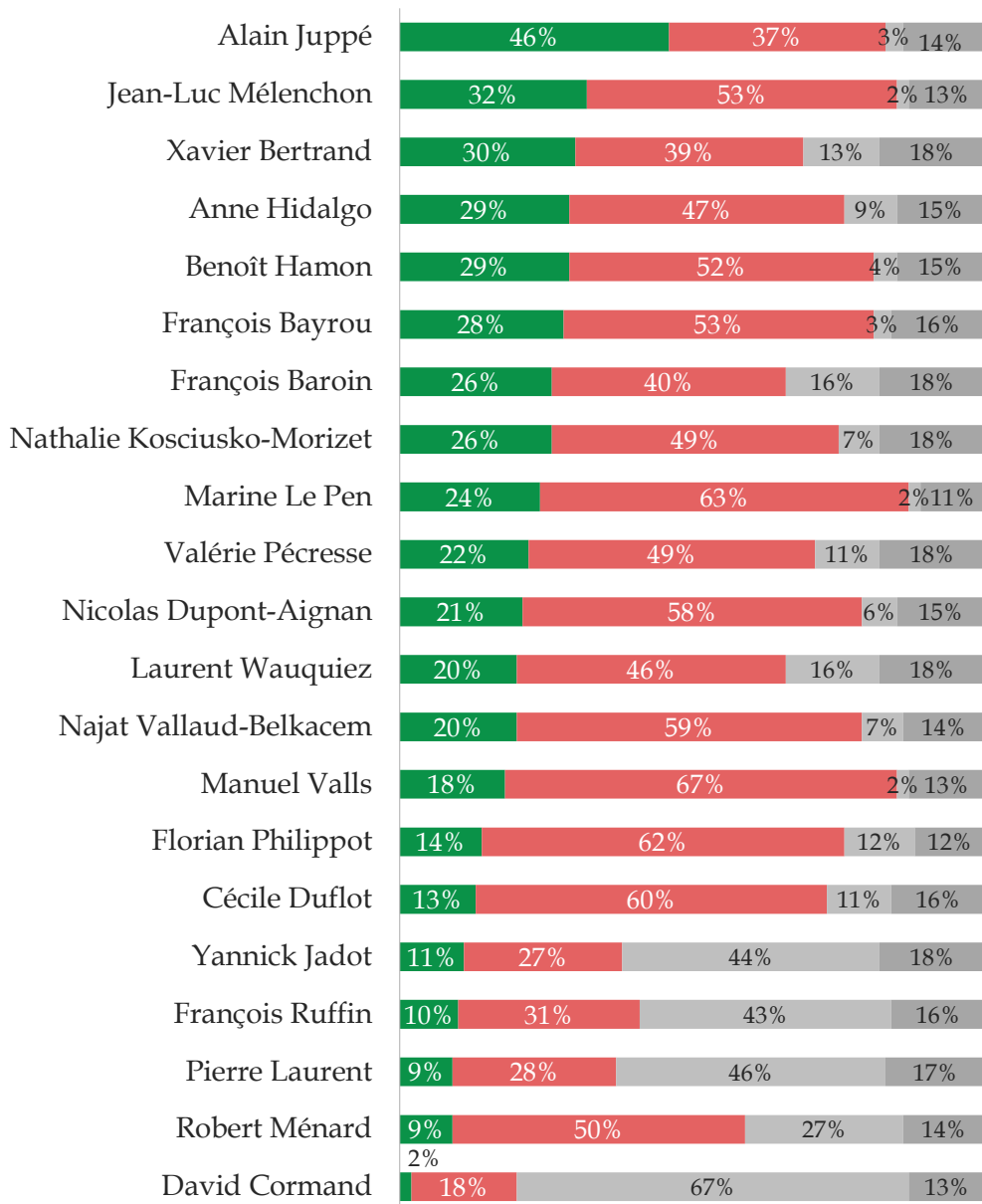




La popularité des personnalités de l'opposition

Avez-vous plutôt une bonne opinion ou plutôt une mauvaise opinion des personnalités politiques suivantes ?

■ Bonne opinion ■ Mauvaise opinion ■ Ne connaît pas cette personnalité ■ Non réponse





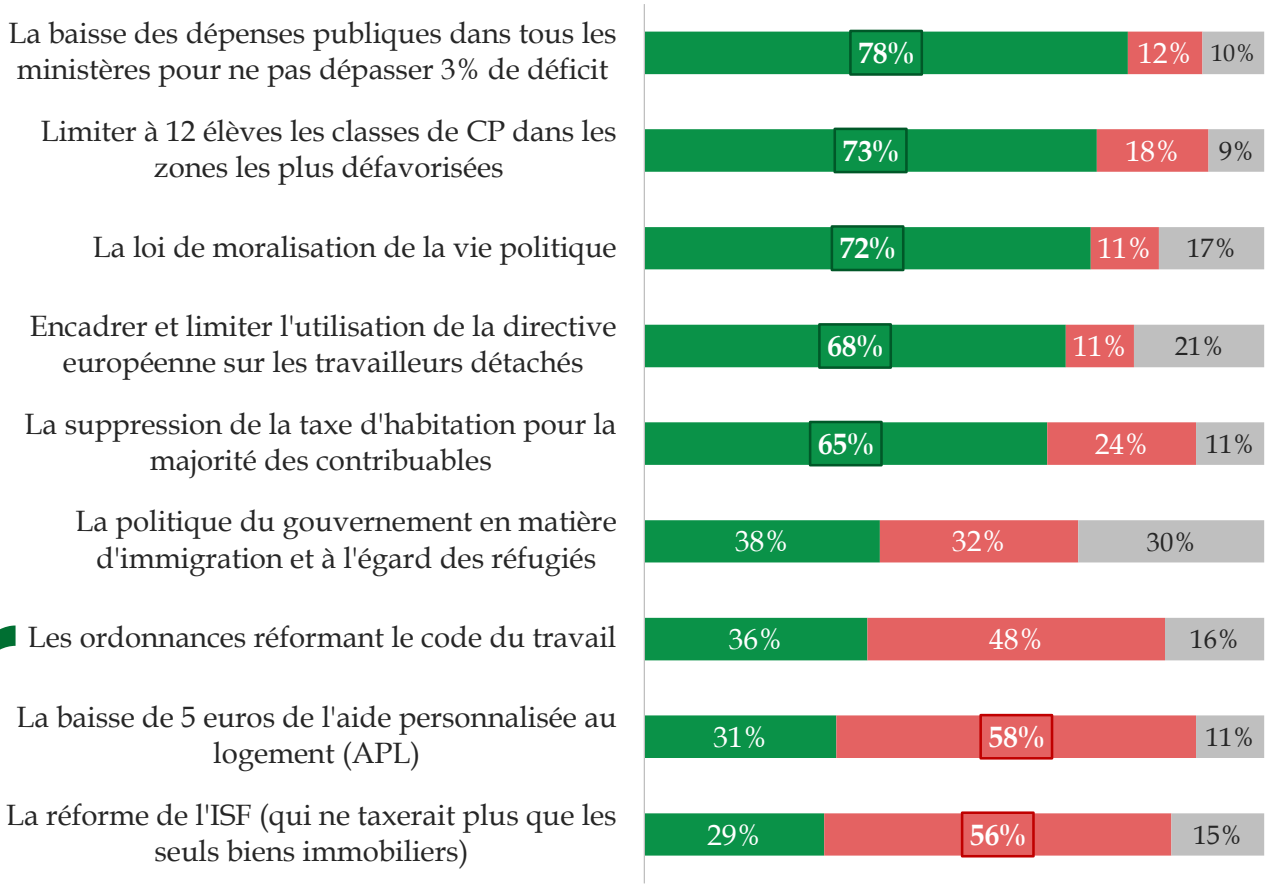
**L'action du Président de la République
et du gouvernement**



Les premières mesures du quinquennat

Pour chacune des mesures suivantes réalisées ou annoncées par le Président de la République et le gouvernement, diriez-vous que vous y êtes plutôt favorable ou plutôt opposé ?

■ Plutôt favorable ■ Plutôt opposé ■ Non réponse



% *favorable aux ordonnances* réformant le code du travail

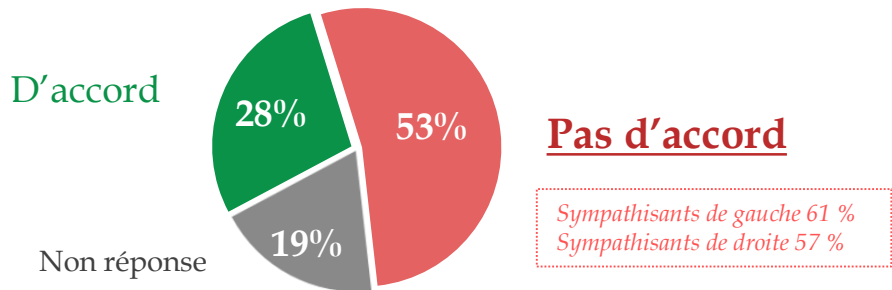
Sympathisants de gauche	23
Sympathisants du centre	73
Sympathisants de droite	55
Sympathisants du Front national	20
Proches d'aucun parti	27



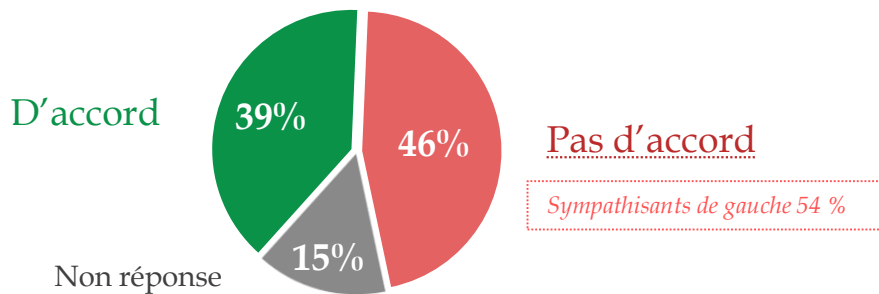
La pratique du pouvoir

Concernant la manière de gouverner d'Emmanuel Macron, diriez-vous qu'il...

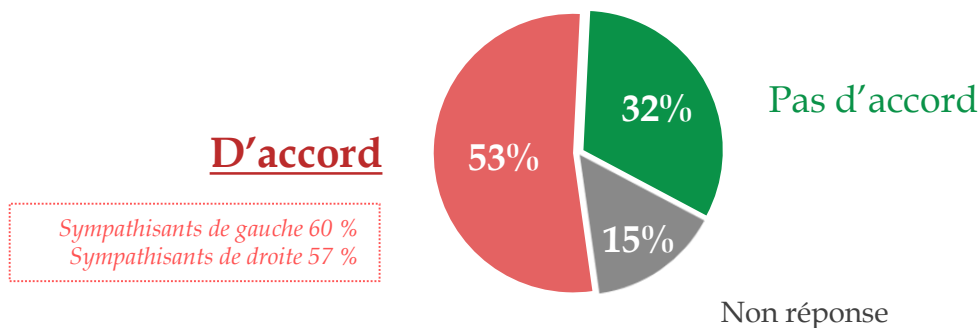
Joue le jeu du débat parlementaire en écoutant l'opposition ?



Joue le jeu du dialogue social avec les partenaires sociaux ? (syndicats et organisations patronales)



Est trop autoritaire et ne laisse pas de place à la contradiction ?



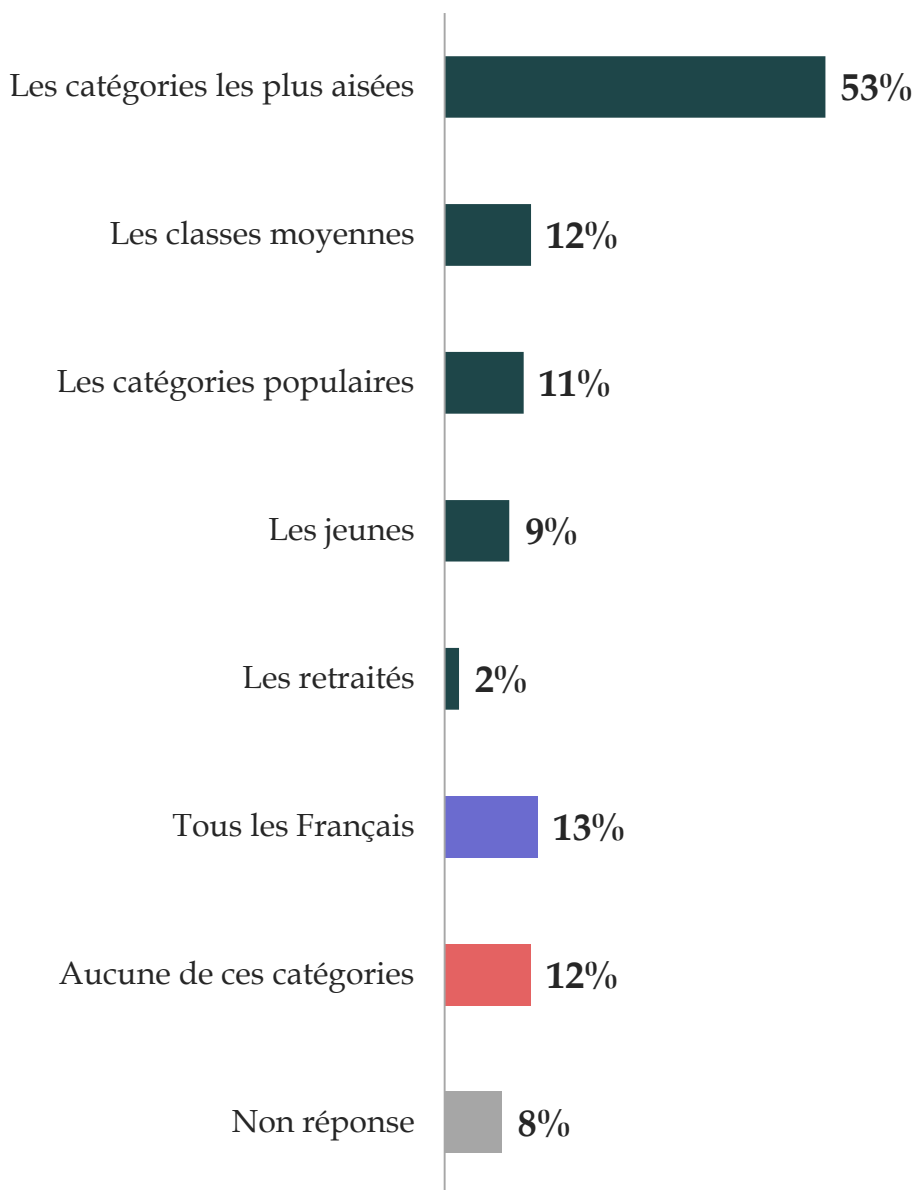


**Les orientations générales
de la politique économique**



Politique économique et catégories sociales

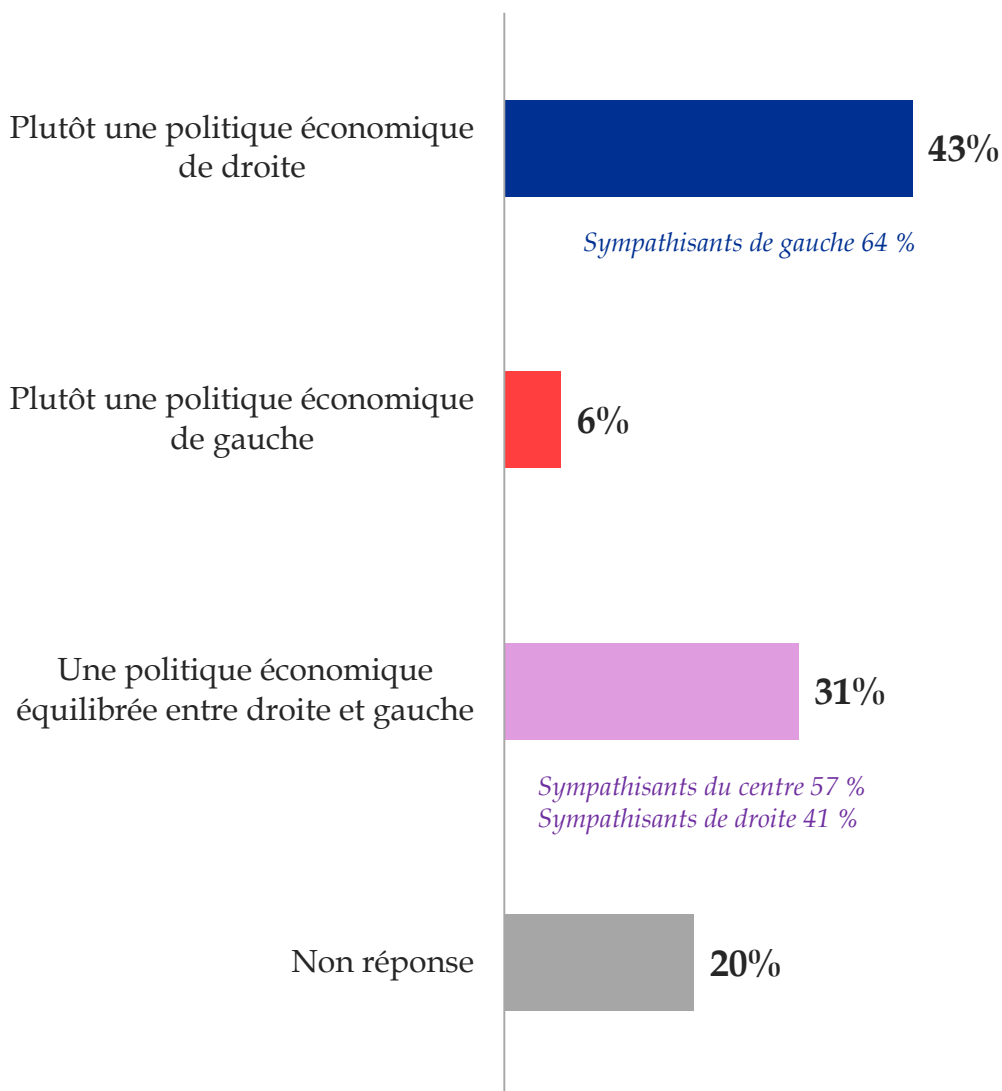
Diriez-vous que la politique économique du Président de la République et du gouvernement vise à aider en priorité... ? (Deux réponses possibles)





L'orientation de la politique économique

Diriez-vous que la politique économique du Président de la République et du gouvernement est actuellement... ?





Le droit du travail et les ordonnances



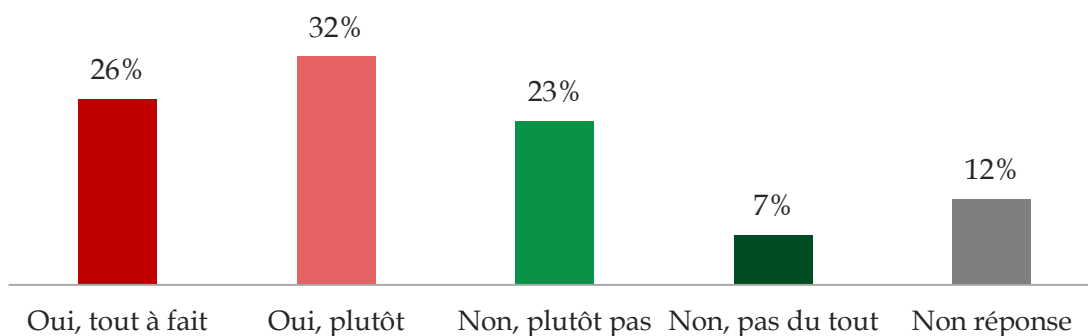
L'impact du droit du travail en France

En France, diriez-vous que le droit du travail a un impact négatif sur la création d'emploi ?

Sous-total « **Oui, le droit du travail a un impact négatif sur l'emploi** »

58 %

Rappel
Septembre 2015
63 % ▼

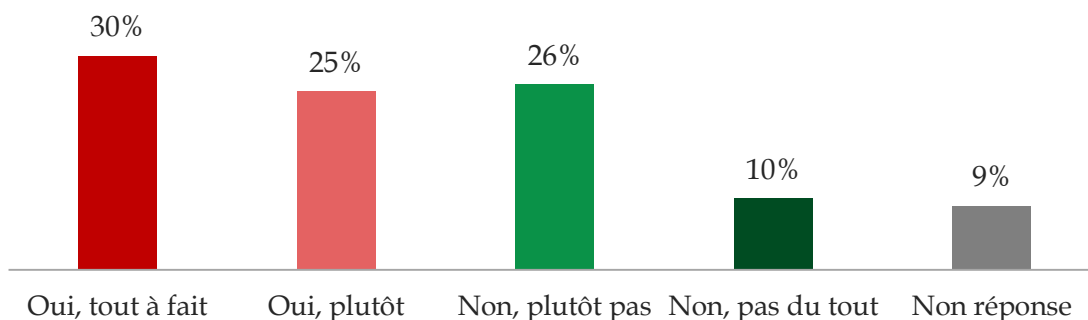


En France, diriez-vous que le droit du travail n'est pas suffisamment protecteur pour les salariés ?

Sous-total « **Oui, le droit du travail n'est pas assez protecteur** »

55 %

Rappel
Septembre 2015
48 % ▲



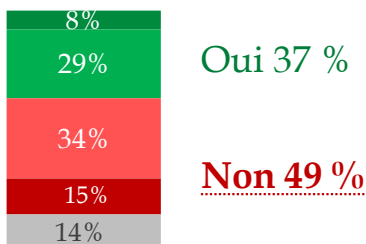


L'impact des ordonnances réformant le code du travail

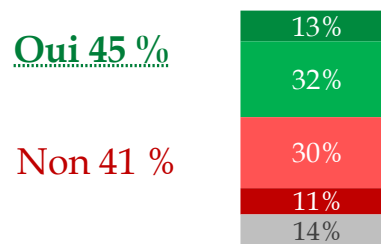
Concernant les ordonnances réformant le code du travail annoncées ses derniers jours par le gouvernement, diriez-vous que celles-ci... ?

■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse

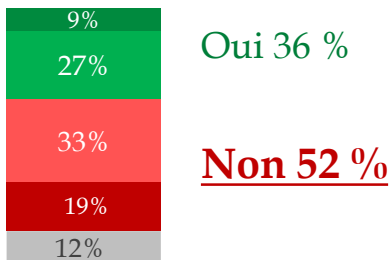
Aideront les grandes entreprises à créer des emplois



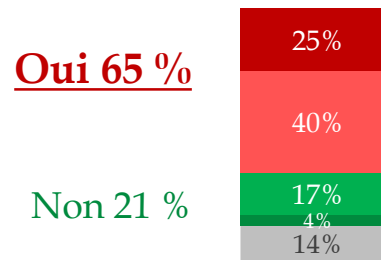
Aideront les TPE-PME à créer des emplois



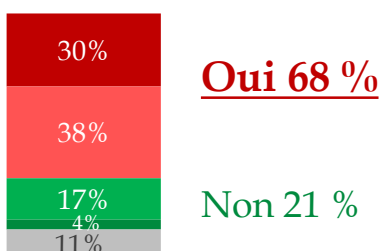
Favoriseront le dialogue social entre salariés et dirigeants



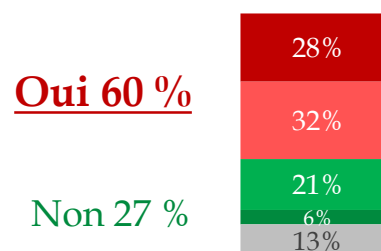
Affaibliront le rôle des syndicats de salariés



Favoriseront les licenciements



Vont accroître la précarité des salariés



■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, plutôt pas ■ Non, pas du tout ■ Non réponse



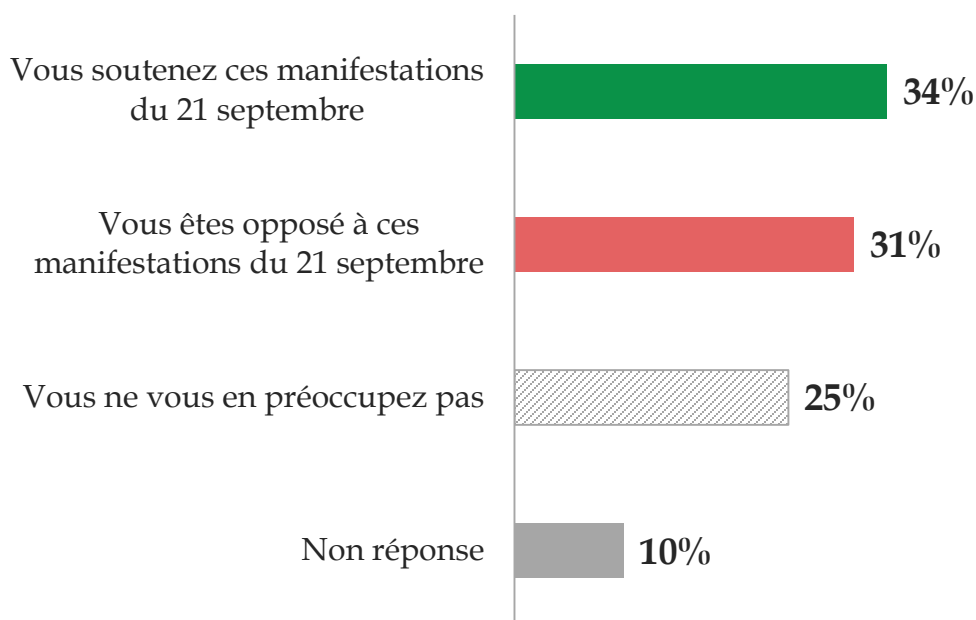
Les mouvements sociaux



Le soutien à la manifestation du 21 septembre (des syndicats)

Une première mobilisation contre les ordonnances réformant le code du travail a eu lieu le mardi 12 septembre, à l'appel de plusieurs syndicats de salariés, dont la CGT, Solidaires et la FSU.

Suite à cette première journée de mobilisation, une nouvelle journée de mobilisation est prévue le jeudi 21 septembre. À titre personnel, quel est votre état d'esprit à l'égard de cette nouvelle journée de grève et de manifestations ?

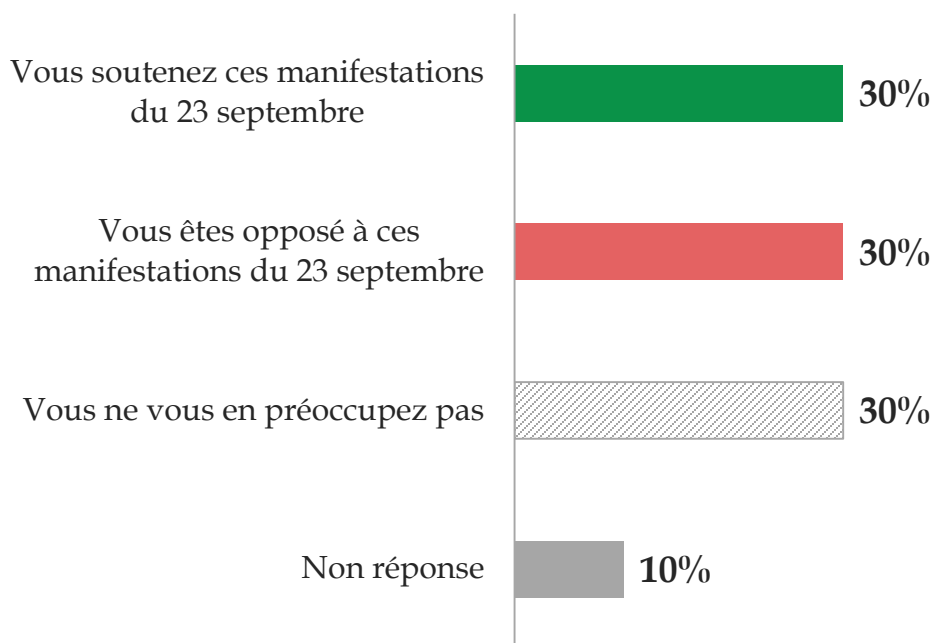


Soutien selon la proximité partisane	% Soutient	% Opposé	% Ne se préoccupe pas
Sympathisants de gauche	55	11	23
Sympathisants du centre	9	52	34
Sympathisants de droite	16	47	33
Sympathisants du Front national	47	15	35
Proches d'aucun parti	35	19	33



Le soutien à la manifestation du 23 septembre (de la France Insoumise)

En parallèle à ces mobilisations à l'appel des syndicats de salariés, La France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon appelle à une nouvelle journée de mobilisation, le samedi 23 septembre. À titre personnel, quel est votre état d'esprit à l'égard de cette nouvelle journée de manifestations ?



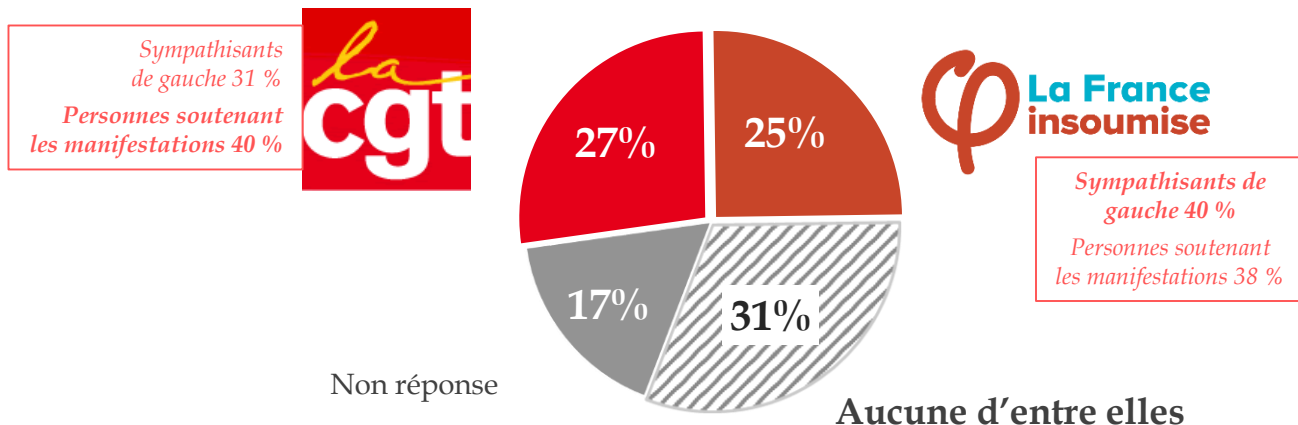
Soutien selon la proximité partisane	% Soutient	% Opposé	% Ne se préoccupe pas
Sympathisants de gauche	50	18	23
Sympathisants du centre	8	64	23
Sympathisants de droite	11	52	34
Sympathisants du Front national	43	21	33
Proches d'aucun parti	32	18	39



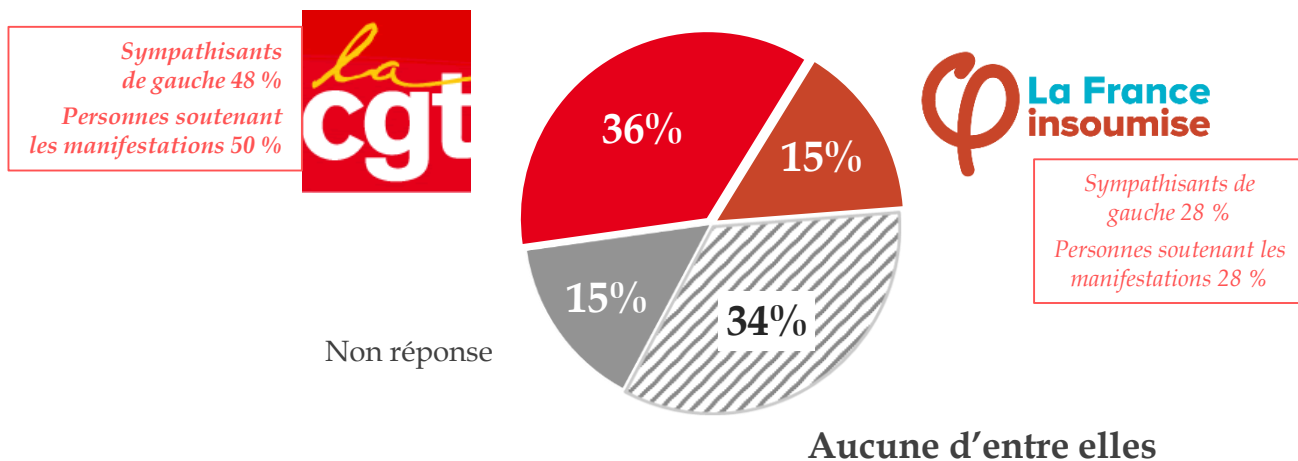
Regards croisés sur l'action de la CGT et de La France Insoumise

A votre avis, parmi ces deux organisations, laquelle... ?

Est capable de mobiliser le plus grand nombre de Français ?



A le plus de légitimité pour appeler à manifester contre les ordonnances réformant le code du travail ?

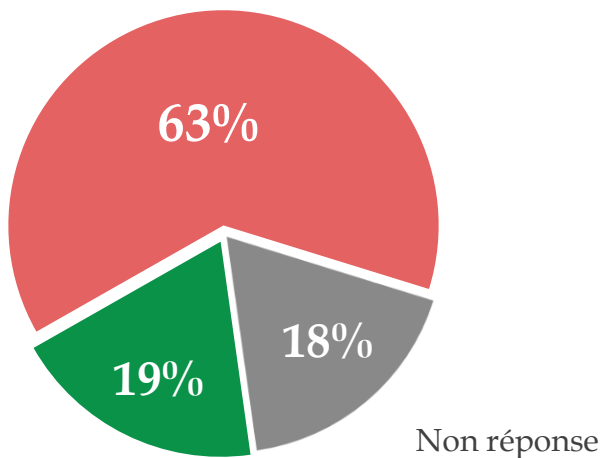


Un mouvement social divisé

Diriez-vous que les différents syndicats de salariés et mouvements politiques opposés aux ordonnances réformant le code du travail... ?

Ne se montrent pas très unis contre la politique du gouvernement

*Sympathisants de gauche 64 %
Personnes soutenant les manifestations 63 %*



Se montrent
plutôt unis contre la
politique du gouvernement



IV

Annexe : note sur les marges d'erreur et effectifs utiles



Note sur les marges d'erreur

Comme toute enquête quantitative réalisée par sondage, les résultats de cette étude sont soumis à une incertitude statistique appelée marge d'erreur ou intervalle de confiance, dont l'amplitude dépend du nombre de personnes interrogées (taille de l'échantillon) et du pourcentage observé :

Taille de l'échantillon	Pourcentage observé					
	5 ou 95 %	10 ou 90 %	20 ou 80 %	30 ou 70 %	40 ou 60 %	50 %
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
500	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	5,0
1000	1,4	1,8	2,5	2,85	3	3,1
2000	1	1,3	1,8	2,1	2,2	2,25

Lecture du tableau :

Dans le cas d'un sondage auprès d'un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage mesuré est de 20 %, la marge d'erreur est égale à 2,5. Le pourcentage réel est donc compris entre 17,5 % et 22,5 % (avec une certitude de 95 %).

Auprès d'un sous-échantillon de 200 personnes, si le pourcentage mesuré est de 20 %, la marge d'erreur est égale à 5,7. Le pourcentage réel est donc compris entre 14,3 % et 25,7 % (avec une certitude de 95 %).



Proximité partisane et effectifs utiles

Les résultats détaillés selon la proximité partisane des personnes interrogées sont issus de la question suivante :

Indépendamment des élections, de quel parti politique vous sentez-vous le plus proche ou disons le moins éloigné ?

LO (Lutte Ouvrière) ou le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste)

Le Parti communiste

La France insoumise (de Jean-Luc Mélenchon)

Europe Écologie Les Verts

Le Parti socialiste

Le Parti radical de gauche

La République en Marche (d'Emmanuel Macron)

Le MoDem (Mouvement Démocrate)

L'UDI (Union des Démocrates et Indépendants)

Les Républicains (LR)

Debout la France

Le Front national

Un autre parti

Je ne me sens proche d'aucun parti

Non réponse

Les sympathisants de gauche correspondent à toutes les personnes ayant répondu LO ou le NPA, le Parti communiste, la France insoumise, Europe Écologie Les Verts, le Parti socialiste ou le Parti radical de gauche.

Les sympathisants du centre correspondent à toutes les personnes ayant répondu la République En Marche ou le MoDem.

Les sympathisants de droite correspondent à toutes les personnes ayant répondu Les Républicains (LR) ou l'UDI.

Les personnes « proches d'aucun parti » sont toutes celles qui ont répondu « je ne me sens proche d'aucun parti ».

À ces catégories correspondent les effectifs suivants :

Proximité partisane	Bases brutes
Sympathisants de gauche	240 personnes
Sympathisants du centre (LREM, MoDem)	143 personnes
Sympathisants de droite (LR, UDI)	176 personnes
Sympathisants du Front national	110 personnes
Proches d'aucun parti	277 personnes

VI VOICE

« La réalité ne pardonne pas qu'on la méprise. »
Joris-Karl Huysmans

Études conseil stratégie pour l'avenir des entreprises et des institutions Paris - Londres - Bruxelles - Casablanca

Les récentes études d'opinion Viavoice réalisées pour
HEC, Idinvest Partners, Harmonie Mutuelle, *Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Les Échos* et France Inter
sont consultables sur www.institut-viavoice.com
9, rue Huysmans, 75 006 Paris. + 33 (0)1 40 54 13 90. Viavoice est une SAS indépendante.